

Tribune libre

La conférence nationale de délégués pour la marche unie pour l'interdiction des licenciements

L'été a été meurtrier... L'automne menace d'être catastrophique pour les travailleurs.

Nous nous sommes réunis à Puteaux, ce 5 septembre, nous, 148 délégués de 40 départements désignés à l'initiative des comités locaux pour la marche unie pour l'interdiction des licenciements qui avons répondu à l'appel lancé à Echirrolles, le 27 juin.

Durant tout l'été, nous n'avons pas ménagé nos efforts pour faire connaître l'appel des 10 de Caterpillar. Nous n'avons cessé de nous adresser aux responsables départementaux et locaux des partis qui se réclament de la défense des intérêts ouvriers pour leur dire : chaque nouvelle annonce de plans de licenciements renforce l'urgence de l'organisation d'une marche unie pour leur interdiction.

« *Serions-nous condamnés, leur disions-nous en reprenant l'appel des 10 de Caterpillar, à nous battre chacun dans nos entreprises pour la meilleure prime de départ ?* »

Nationalement, ils n'ont pas répondu. Ceux d'entre nous qui ont été confrontés durant cet été à des plans de licenciements ont été condamnés à se battre dans les pires conditions, chacun dans son entreprise. Disons-le nettement : chacun dans leurs entreprises, les travailleurs de Continental, New Fabris... ont fait, avec le soutien de la population de leurs localités, tout ce qui était possible pour ne pas être jetés à la rue. Ils ont parfois réussi à arracher, de haute lutte, des primes de départ quelquefois non négligeables. Mais ils ont perdu l'essentiel : leur emploi. Aujourd'hui, des responsables politiques multiplient les déclarations après leurs universités. Ils évoquent tous les sujets mais font comme si la crise était terminée. Il est un sujet qu'ils n'abordent pas : l'interdiction des licenciements.

Les travailleurs ne sous-estiment pas l'importance des échéances électorales pour la vie démocratique. Mais ils posent la question : « *Au train où vont les choses, que restera-t-il de ce pays, de son industrie, de ses services... quand arriveront ces échéances ?* »

La rentrée s'annonce comme une catastrophe sur le plan de l'emploi. L'Insee annonce officiellement 2,6 millions de chômeurs (on sait ce que valent les chiffres officiels). Le gouvernement prévoit, lui, que le taux de chômage passera la barre des 10 % de la population active à Noël, avec 650 000 nouveaux chômeurs, au moment où 600 000 jeunes arrivent sur le marché du travail...

Les intérimaires, en majorité les jeunes, ont été les premiers licenciés, leur nombre a baissé de 26 % en un an ; 319 000 salariés sont en chômage technique et le gouvernement vient de promulguer un décret qui autorise la prolongation à 1 000 heures (soit six mois) du chômage technique. Les grandes entreprises ont utilisé toutes les ficelles pour retarder l'heure des plans massifs de suppressions d'emplois en CDI, leurs dirigeants se préparent tous, maintenant, à entrer dans le bois dur.

Nous posons, une nouvelle fois, la question : existe-t-il un autre moyen de préserver l'emploi que l'interdiction des licenciements ?

On nous parle de « *repreneurs* ». Qui peut croire aux « *reprises miracles* », par des fonds spéculatifs, des entreprises menacées de fermeture ? Après deux ans de bataille, nos camarades de Ford-Blanquefort avaient obtenu une reprise.

Aujourd'hui, les membres du CE (31 août) écrivent : « *Fin septembre, la direction devrait nous faire une présentation des projets et, surtout, la réactualisation sur l'impact de nos emplois. Nous avons appris qu'une étude était faite pour que ce projet devienne une nouvelle société afin que First profite d'avantages financiers plus attractifs. Nous avons appris que, sur les 170 emplois concernés par ce projet, tous ne seront pas des « First », car l'externalisation de certains services sera passée par là. Combien restera-t-il de salariés First Aquitaine Industrie sur ce site ?* » On nous parle de « *contrat de transition professionnelle* ». Mais une « *transition* » vers quoi ? Vers un emploi en CDI ? Ou vers la précarité et le chômage ?

Au moment où nous nous réunissons, ce 5 septembre, les projecteurs sont braqués sur Molex et les 283 emplois menacés avant le 31 octobre.

Sarkozy a dépêché sur place son ministre de l'Industrie. Estrosi a menacé, il a fait appel au fair-play de la direction américaine de l'entreprise. Celle-ci a répondu avec mépris et arrogance : elle ferme, elle ne cédera ni les produits, ni la clientèle.

Que faire ? Sarkozy, parlant de Molex, déclare : « *S'il y a un repreneur, l'Etat garantira le repreneur.* » Fort bien, mais il n'y a pas de repreneur à Molex... Alors ?

Tous les travailleurs le savent : Si l'Etat veut garantir l'emploi à Molex, il a tous les moyens de le faire. Qu'il le décide : qu'il nationalise l'entreprise, confisque ses avoirs et apporte la garantie de l'Etat au maintien des 283 emplois ! Le gouvernement Sarkozy-Estrosi s'y refuse ? N'est-ce pas cela que, dans l'unité, l'ensemble des travailleurs et des organisations peuvent et doivent, par leur mobilisation, imposer au gouvernement ? Encore une fois : n'est-ce pas là la voie à suivre ?

Est-il possible que personne ne pose les problèmes en ces termes ? Sarkozy vient d'annoncer des « *états généraux* » pour définir « *la politique industrielle de la France* ». Il prétend reprendre une proposition de Bernard Thibault.

Personne n'est dupe. Les « *états généraux* » proposés par Sarkozy sont un piège dans lequel il voudrait entraîner les organisations ouvrières pour reproduire ce qui a été fait, il y a quelques mois, dans l'automobile : les travailleurs se souviennent des milliards offerts à Renault et PSA qui ont servi à financer le plan de « *départs volontaires* » ; ils ont déjà donné !

L'interdiction des licenciements ne passera pas par les « *états généraux* » de Sarkozy. Elle passe par la mobilisation unie des travailleurs et de l'ensemble des organisations politiques se réclamant du mouvement ouvrier sur l'exigence, chaque jour plus urgente : interdiction des licenciements.

Il nous revient de renforcer, d'élargir, d'approfondir le travail d'organisation engagé pour que soit posée partout, en tous lieux, la question qu'il faudra mettre au centre de toutes les plateformes : celle de l'interdiction des licenciements.

Nous, délégués à cette rencontre, nous ne renonçons à aucun des objectifs que nous nous sommes fixés. Jusqu'à présent, les dirigeants des partis auxquels nous nous sommes adressés ont ignoré cette exigence. Ils se trompent, leurs propres militants le leur prouveront. D'ores et déjà, nombreuses sont les prises de position des responsables et militants de toutes tendances qui montrent que la construction de l'unité est engagée. Il n'y a pas d'autre solution pour les travailleurs menacés de perdre leur emploi.

Nous reprenons totalement à notre compte la conclusion de l'appel d'Echirolles qui disait : « *Voilà ce qui nous amène à réaffirmer avec force le jugement des 10 de Caterpillar. Si les dirigeants du PS, du PCF, du PG, de LO, du NPA persistent, ne faudrait-il pas que nous organisions nous-mêmes une montée à Paris ?* »

Cela constituerait un premier pas dans la préparation de la marche unie pour l'interdiction des licenciements, qui doit être appelée dans l'unité des partis, et pour laquelle nous combattons plus que jamais. » Voilà pourquoi nous lançons un appel à tous les travailleurs à constituer ou renforcer partout, dans tout le pays, des comités pour l'unité pour la marche unie.

Nous appelons les travailleurs, les militants à la tenue de conférences départementales organisées par ces comités dans la première quinzaine d'octobre. Voilà pourquoi nous décidons de retourner voir les dirigeants du PC, du PS, du NPA, de LO, du PG, nationalement et localement, pour leur dire : « N'hésitez plus, ne tergivez plus, ne refusez plus. Organisons ensemble la marche unie. »

Nous ferons tout pour que s'engagent avec nous les militants et les dirigeants, à tous les niveaux. En tout état de cause, nous proposons à toutes les conférences départementales que, le 28 novembre, soit organisée, avec tous ceux qui en sont d'accord, la première montée à Paris, pour la marche unie, incluant les campagnes financières que cela nécessite.

PUTEAUX (92) LE 5 SEPTEMBRE 2009